

Recherches sociographiques



Raymond DUCHESNE, *La science et le pouvoir au Québec (1920-1965)*

Pierre St-Arnaud

Volume 20, numéro 1, 1979

Savoirs savants

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055826ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055826ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

St-Arnaud, P. (1979). Compte rendu de [Raymond DUCHESNE, *La science et le pouvoir au Québec (1920-1965)*]. *Recherches sociographiques*, 20(1), 127–128.
<https://doi.org/10.7202/055826ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1979

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

COMPTES RENDUS

Raymond DUCHESNE, *La science et le pouvoir au Québec (1920-1965)*, préface de Fernand Dumont, Québec, Ministère des communications, 1978, 126p. (« Études et dossiers ».)

Ce volume est l'envers même d'une histoire « idéale » ou exemplaire de la science québécoise. Il propose une reconstitution minutieuse des rapports qu'ont entretenus, entre 1920 et 1965, le gouvernement provincial et les hommes de science québécois. Du coup, il éclaire une dimension majeure de la genèse et du développement de la communauté scientifique en notre pays.

L'auteur isole quatre étapes particulières d'évolution de ce rapport science/pouvoir politique au Québec. Les « fondations » d'abord sont situées entre les années 1920 et 1935. Elles se relient à des efforts individuels importants tels ceux du frère Marie-Victorin, de Léo Parizeau ou d'Adrien Pouliot. Mais elles coïncident également avec la création de nouvelles facultés universitaires (Faculté des sciences à Montréal, École supérieure de chimie à Québec) comme de nouvelles sociétés savantes, l'ACFAS étant l'exemple le mieux connu. Voilà, selon Duchesne, l'amorce chez nous d'un authentique « mouvement scientifique » (page 22).

Le début de la décennie 1930 est difficile : les tiraillements se font nombreux entre les scientifiques québécois et le gouvernement libéral de l'époque, l'hostilité sourd de part et d'autre. Aussi, la venue de Duplessis au pouvoir en 1936 est-elle saluée par plusieurs membres du milieu scientifique comme le commencement d'une ère nouvelle. Duchesne endosse cette vision des choses en faisant des années 1936 à 1951 la seconde de ses étapes d'évolution. Une sorte de pénétration mutuelle des compétences scientifique et politique la caractérise : la science exerce, en effet, une présence influente dans la réalisation de plusieurs projets gouvernementaux ; l'État est amené pour sa part à intervenir soit dans le financement soit dans l'organisation de l'activité scientifique. Dans ce contexte, souligne Duchesne, la communauté scientifique évite de se mettre à la remorque du pouvoir politique : elle cherche, au contraire, à mieux croître comme institution et comme pouvoir particulier au sein de la société.

Une troisième étape de développement englobe les années 1952 à 1959. Le nœud consiste en une crise financière majeure des universités québécoises et canadiennes déclenchée par une brusque poussée, à l'époque, de la clientèle étudiante. L'avant-scène est occupée par la Commission Tremblay, mise sur pied en 1953 par le gouvernement provincial pour dénouer la crise en question. Remettant en 1954 son *Rapport* au premier ministre Duplessis, la Commission recommande entre autres choses la création d'un fonds provincial de l'enseignement supérieur, celle aussi d'un Conseil des universités. Mais Duplessis refuse de donner suite à ces recommandations et se contente de libérer certaines sommes pour parer aux besoins les plus pressants. Ceci désenchantait au plus haut point les universitaires d'abord, bientôt toute la communauté scientifique québécoise. Le résultat net de cette période est, d'après Duchesne, le suivant : d'une part

rupture entre les scientifiques québécois et le régime duplessiste, d'autre part recherche d'alliances nouvelles dans des directions diverses (gouvernement fédéral, Parti libéral, industries, corporations professionnelles, etc.).

Ces alliances nouvelles tracent le passage vers la dernière étape d'évolution retenue par l'auteur : les années 1960-1965 ou la Révolution tranquille. Sous le gouvernement de Jean Lesage, plusieurs transformations surviennent à divers niveaux de la structure sociale mais une en particulier prédomine : la soumission systématique des affaires publiques et politiques à une administration de type scientifique. La Révolution tranquille sera l'affaire du « scientifique », devenu, dans les rangs de la Fonction publique, le « technocrate » (page 72). C'est, en d'autres termes, la vocation technocratique du gouvernement libéral d'alors qui rapproche à nouveau le pouvoir politique et la science au Québec. Dans ce contexte, prend logiquement forme et sens la réclamation d'une « politique scientifique » provinciale, soit la gestion scientifique de la science elle-même dans le cadre plus large de la technocratie gouvernementale en voie d'implantation. Tel est le pas nouveau tenté par la communauté scientifique québécoise afin d'être reconnue et respectée comme institution de première force en ce pays.

Pour conclure, on saura gré à Raymond Duchesne d'avoir produit un livre clair, original et fort bien documenté. On ne peut que souhaiter la parution d'autres livres de ce type en rapport avec des aspects différents ou encore complémentaires de la dimension socio-politique de la science au Québec.

Pierre ST-ARNAUD

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Brian J. YOUNG, *Promoters and Politicians. The North-Shore Railways in the History of Quebec, 1854-1885*, Toronto, University of Toronto Press, 1978, xiii + 193p. (3 cartes, index).

Les Québécois qui voyagent, ou plutôt, qui ont déjà voyagé par train entre Québec et Ottawa, se sont-ils jamais interrogés sur les origines historiques de ce service? Voyageant à l'enseigne C.P., ils y voient, ils y auront vu, une réalisation de la compagnie Canadien Pacifique, conçue par cette compagnie et achevée par elle vers 1885. Pourtant, la vérité est tout autre. Que s'est-il passé depuis 1853, année où fut mis sur papier, pour la première fois, un projet de chemin de fer Québec-Montréal, jusqu'en 1880, année où, de guerre lasse, le gouvernement Chapleau assumait l'entreprise, et jusqu'en 1885, année de la fusion complète du chemin de fer Québec-Ottawa avec la compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique? Brian J. Young, professeur au Département d'histoire de l'Université McGill, a entendu la question et il s'est appliqué à reconstituer cet important épisode de notre épopée. Félicitons-l'en.

Le lecteur remarquera que le sous-titre se lit au pluriel : *The North-Shore Railways*. Disons donc que ce service ferroviaire a été conçu et réalisé par diverses entreprises, et par sections, que ces entreprises ont fusionné et que le service, enfin, des mains du gouvernement Chapleau qui l'avait rescapé des maillons de la finance, passa à celles du Canadien Pacifique. Il ne manque pas d'intérêt ce récit qui nous fait voir l'entreprise ferroviaire comme occasion de tripotage et comme sujet de disputes électorales. Le citoyen, comme consommateur ou usager, n'y trouve point son compte : il n'est pas question de lui. Cela n'est pas de la faute de l'auteur, puisqu'il ne peut rien changer à la réalité des choses. Et d'ailleurs, le lecteur, pour peu qu'il soit sensibilisé à la question constitutionnelle — et quel Québécois ne l'est pas? — y cherchera une preuve de l'efficacité (ou de l'inefficacité) économique de la Confédération, comme facteur de promotion du Québec, plutôt qu'une réponse à la question du coût d'un voyage ou du transport d'une denrée, de Québec à Ottawa. Car, en somme, voilà la question : il s'agit de relier Québec à Ottawa par un réseau de transport et de communication, en passant par ce qu'on appelait, dans ce temps-là, le Nord de la province de Québec.